

Le G5 Sahel, un modèle de lutte contre le terrorisme?

Autor(en): **Triaï, Chaouki**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): - **(2019)**

Heft 1

PDF erstellt am: **10.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-867932>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

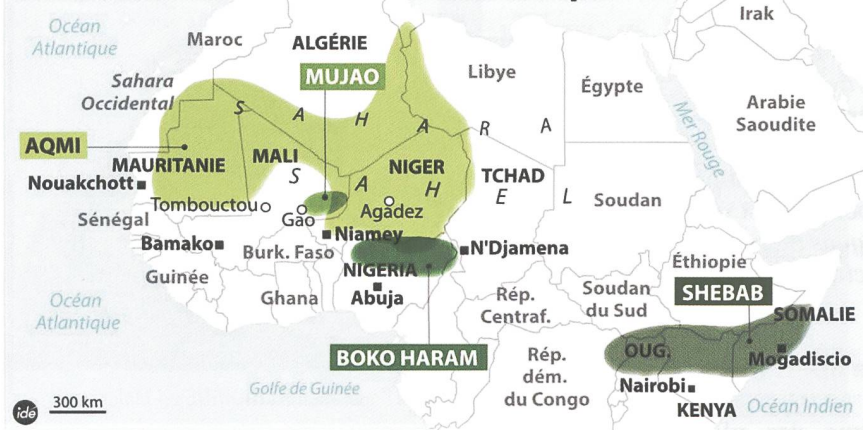
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Les mouvements islamistes en Afrique



Afrique

Le G5 Sahel, un modèle de lutte contre le terrorisme ?

Chaouki Triai

Journaliste spécialiste des questions sécuritaires et géopolitiques

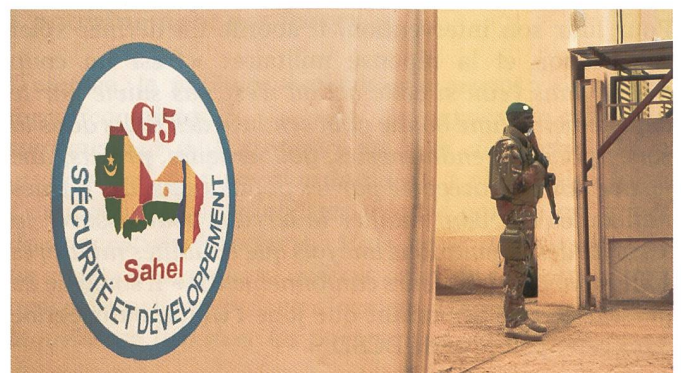
La place de la Mauritanie dans le dispositif de lutte contre le terrorisme en général et islamique en particulier au sein du G5 Sahel est riche d'enseignements. La France y joue un rôle de chef d'orchestre sur le plan logistique et opérationnel même si elle ne fait pas partie de cette configuration africaine de près de 5 millions km² autour de quatre autres pays : Niger, Burkina-Faso, Mali et Tchad. Ce G5 Sahel voit le jour en février 2014. La même année en juin, une nouvelle organisation Daesh, pour le compte de l'Etat Islamique (EI), concurrence désormais Al-Qaïda à la faveur du chaos de terreur magistral qui règne de l'Afrique du Nord aux Moyen-Orient : Libye, Égypte, Syrie, Irak, Yémen ou encore Afghanistan. Lors d'une conférence sur le thème « *G5 Sahel : La Mauritanie, un exemple de coopération militaire et sécuritaire au Sahel* », qui a eu lieu dans la ville d'Aix-en-Provence en novembre 2018, un gradé de l'armée qui n'a pas souhaité que son nom soit indiqué est venu expliquer les principaux axes et le rôle primordial de la Mauritanie dans ce large dispositif du G5 Sahel.

La Mauritanie au cœur de l'appareil G5 de la « bande sahélo-saharienne »

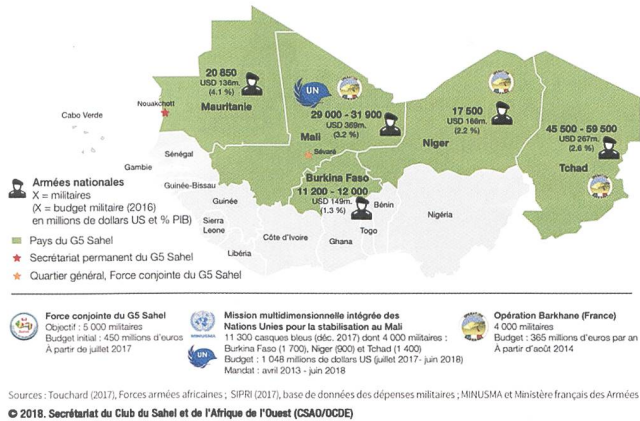
Une « bande sahélo-saharienne » est la cible d'attaques terroristes, de trafics de drogue ainsi que de trafics en tous genres. Une zone particulièrement fragile avec de grands espaces désertiques qui ne facilitent en rien les opérations militaires contre les différents protagonistes de ces actes. L'Etat malien, avant l'opération *Serval* et *Barkhane*, a failli sombrer dans la terreur islamiste, échappant ainsi à une destruction programmée, n'eût-ce été l'intervention de la France. On peut comprendre ainsi l'apport que peut revêtir son rôle dans ce G5 Sahel. Elle sert de locomotive. Le conférencier explique que c'est une « zone d'environ 67 millions d'habitants avec une forte croissance démographique qui va doubler d'ici 20 ans ». Ce qui a pour conséquence une fragilité économique qui vient se rajouter pour les populations de ladite zone. En ce qui concerne les conflits, les trafics

de drogue et d'êtres humains, ce dernier explique : « *Le G5 Sahel est une zone dans laquelle transitent des flux migratoires qui arrivent en Libye, en Algérie ou au Maroc. C'est par là que transite une partie de la drogue qui parvient en Europe dans un flux ouest/est des côtes ouest-africaines et qui traverse le Sahara pour arriver dans les zones les plus poreuses, à savoir aujourd'hui la Libye, pour finir en l'Europe. Le marché de la drogue en Amérique étant en partie saturée, le marché qui cherche à s'ouvrir c'est celui de l'Europe.* » Ce chemin de la drogue est plus connu sous le nom de « l'autoroute 10 qui est le 10^e parallèle et qui permet de remonter vers l'Europe », dit-il. Quant au trafic d'armes, il se fait dans le sens inverse est/ouest. L'intervenant explicite : « *Une grande partie de l'armement des groupes armés du Sahel vient de Libye. Les arsenaux ont été pillés suite à la disparition du régime du Colonel Khadafi et les combattants, en particulier des touaregs mercenaires qu'employait Khadafi, sont redescendus avec une partie de cet armement. Ce sont des organisations qui sont structurées, puissantes et elles sont séculaires. Le trafic trans-saharien existe depuis plusieurs siècles.* »

Le militaire souligne également que cette zone du G5 Sahel « est confrontée à des mouvements nationalistes, une faiblesse de l'autorité des Etats qui n'ont pas beaucoup de moyens financiers. Des pans entiers du



LE G5 SAHEL ET SA FORCE CONJOINTE

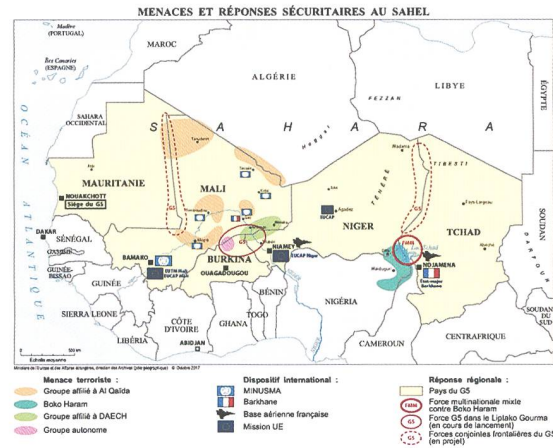


AFRIQUE : La Mauritanie à l'épreuve du G5 Sahel.

territoire sont abandonnés, les populations n'ayant accès à aucun Etat. Les fonctions régaliennes d'un Etat ne sont pas assurées et cela est très important car le premier qui prend cette place de l'Etat en apportant des secours médicaux, de la protection et de l'aide sociale, prend finalement le pouvoir. L'apparition de ces groupes terroristes est liée à ce manque d'Etat. Si l'Etat est présent, la première pratique employée est d'enlever tous ses symboles : instituteurs, policiers et parfois même les imams qui sont remplacés par des imams favorables aux thèses djihadistes. Dans les espaces où il n'y a pas d'Etat, ceux qui ont de l'argent ou les trafics prennent la place de l'Etat. » La déstabilisation du Sahel peut avoir des conséquences incalculables bien au-delà de son périmètre. La situation en Afrique du Nord qui a une frontière avec le G5 Sahel est des plus critiques, particulièrement dans le cas de la Libye.

La Mauritanie et la création d'une Ecole de guerre

L'Ecole de guerre a vu le jour très récemment en octobre 2018. Son siège se trouve à Nouakchott, la capitale. Elle vise à former les militaires au sein de la force conjointe du G5 Sahel. Le conférencier y joue un rôle très important puisqu'il a participé à la réalisation d'un Collège de défense qui est une école de guerre. Il précise : « Une école de guerre appelée à former des chefs militaires pour qu'ils puissent commander des opérations et en particulier des actions conjointes, c'est-à-dire en regroupant les cinq pays du G5 Sahel. Ces pays ont mis en place une force conjointe de 5 000 hommes qui a pour but d'assurer la non perméabilité des frontières. » Des forces qui sont réparties aux frontières et qui tentent d'empêcher les éléments terroristes djihadistes ou groupes armés d'aller d'un pays à l'autre. Au sujet des frontières, il explique que « le problème, ce sont les intervalles au niveau des frontières. » En effet, la difficulté ce sont les décisions à prendre une fois que l'on est devant une frontière. Est-ce qu'on s'arrête à la frontière, qui est responsable de l'autre côté de celle-ci et quelle est la coordination ? « Ici, la force conjointe est destinée à gommer ces difficultés avec un point novateur : la force conjointe a le droit de poursuite jusqu'à 50 km du territoire de l'autre pays. Aujourd'hui,



les forces armées nigériennes peuvent aller jusqu'à 50 km au Mali en poursuivant une bande armée ou pour aller chercher quelqu'un de l'autre côté de la frontière », souligne le militaire. C'est un point très important : le fait qu'un autre Etat puisse venir chez eux dans ce périmètre de 50 km ne met pas les armées du G5 Sahel en porte-à-faux. Et de poursuivre : « C'est un projet régional et c'est surtout la première Ecole de guerre transnationale dans le monde. C'est la première fois que des Etats mettent en commun leurs responsabilités régaliennes de formation des élites pour créer une Ecole de guerre. » Le but est d'encourager la formation des cinq armées mais surtout de créer une synergie en matière de coopération entre elles. L'avantage : la formation se fait au même endroit.

Comment ce G5 Sahel peut-il se projeter ?

Interrogé sur l'absence du Soudan dans ce G5 Sahel, l'intervenant explicite : « Pour le géographe que je suis, le Sahel va jusqu'à Djibouti. Le Sahel est bien défini par une zone climatique plus pluvieuse que le Sahara. Le choix du G5 Sahel a été décidé par ces cinq pays dans un espace francophone et on y gagne en communication. » Pour ce qui est de la relation avec une autre entité de lutte contre le terrorisme comme l'Africom, « elle se fait avec le Collège de défense avec les Etats-Unis qui le soutiennent et qui nous proposent de payer un centre de simulation avec l'essor de l'ordinateur. » Questionné sur le rôle et l'expertise algérienne en matière de lutte contre le terrorisme – ne serait-ce pas un plus pour le G5 Sahel ? – il répond : « On sait qu'une partie du problème sahélien peut être solutionnée par l'Algérie. C'est-à-dire que si demain l'Algérie ouvre ses frontières aux groupes armés, on peut passer 50 ans dans le désert sans que rien n'avance. Aujourd'hui, et je parle en mon nom propre, l'intérêt de l'Algérie c'est de participer à la réalisation de cet objectif. Un pays qui a connu une guerre civile et qui connaît parfaitement les groupes armés terroristes notamment dans le sud algérien. » La décennie noire des années 1990 a fait de ce pays un atout majeur pour lutter contre le terrorisme. Pour l'heure, la participation de l'Algérie au G5 Sahel n'est pas à l'ordre du jour.

C. T.